



Communiqué fédéral du 29/09/2026

NON À LA RÉPRESSION POLICIÈRE CONTRE LES LYCÉENS ET LYCÉENNES ! SOLIDARITÉ !

UN MOUVEMENT SOCIAL QUI PREND DE L'AMPLEUR

Depuis une semaine un mouvement impulsé par des lycéens et des lycéennes prend forme en région parisienne et s'est étendu dans d'autres endroits du territoire. La Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France métropolitaine est particulièrement touché par la casse des services publics et l'abandon et le mépris de la Région et du ministère de l'Éducation nationale.

"ON MANQUE DE TOUT !"

Les lycéens et lycéennes demandent des enseignants et enseignantes, des remplacements, des conditions d'enseignement dignes en termes d'effectifs, de personnels et de bâti scolaire, d'équipements. Ils et elles disent : "On manque de tout !" La violence du tri scolaire et social, la pression de Parcoursup est aussi dénoncée.

Ce mouvement qui revendique un service public de qualité, comme nous le faisons depuis des années, s'étend un peu partout, quatre cents lycées étant mobilisés aujourd'hui, car la destruction de l'école est un point commun aux territoires urbains et ruraux. Les manifestations et les grèves à l'appel de l'intersyndicale du service public l'ont scandé aujourd'hui 29 septembre : "on veut des moyens."

SOIS JEUNE ET TAIS-TOI (BIS REPETITA)

La réponse très répressive et violente à ce mouvement légitime nous choque : clé d'étranglement sur une jeune fille, tir à bout portant de lacrymogène brisant les dents d'un jeune homme, coups de matraques, gaz en plein yeux, utilisation de taser, gardes à vue abusives (environ trois cents à ce jour) insultes, fouilles de sacs au sein d'un établissement ... Sans parler des témoignages de violences loin des caméras, au sein des commissariats. Cette brutalité policière est disproportionnée et insupportable. Les ordres donnés par le ministre de l'intérieur et validés par le premier ministre doivent cesser immédiatement et sont dignes d'un État autoritaire aux abois. Quel décalage entre les revendications simples des lycéens et lycéennes et l'intransigeance du "maintien de l'ordre" qui vise l'effet de peur.

Il y a huit ans déjà, la police humiliait des élèves de Seine-Saint-Denis après les avoir coursés et les avait maintenus à genoux, les mains sur la tête, pendant des heures, se moquant d'eux dans des scènes sidérantes de violence. Cette répression s'inscrit dans de longues années de criminalisation et de diabolisation de la jeunesse et notamment celle qui est racisée.

CONTRE LES VIOLENCES : SOLIDARITÉ !

Nous appelons les parents d'élèves et tous les personnels des lycées à protéger les élèves de la violence policière en constituant des chaînes humaines par exemple ou en étant présents auprès d'eux et elles. Nous appelons à fournir de l'information anti-répression aux élèves : droits durant la garde à vue par exemple. Soutenons-les : ce sont nos élèves.

Nos élèves font des demandes simples et essentielles démocratiques qui devraient être évidentes et la réponse gouvernementale est la violence.

Il y a quelques années encore, nous aurions toutes et tous trouvé scandaleux que la police intervienne de la sorte contre des mineurs.

NE NOUS HABITUONS PAS À L'INACCEPTABLE ! SOLIDARITÉ AVEC LES LYCÉENS ET LYCÉENNES !

Amplifions la lutte pour un service public de qualité et égalitaire, pour l'intérêt général et que cesse cette politique de l'austérité. Leurs revendications sont les nôtres.

NOUS CONTACTER / INFOS : ✉ fede.educ.public@cnt-so.org ✖ [EducationSo](#) 🦋 cnt-so-education.bsky.social 🌐 educ.cnt-so.org